



PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL
Séance de conciliation – Procès-verbal

Lieu	Administration communale, Cully	Date	20.05.2025	Heure	11h30
Sujet	Déclassement des grands terrains en zone viticole/agricole Déclassement de la parcelle de zone d'habitation de très faible densité à zone agricole				

	Présences
Commune de Bourg-en-Lavaux	M. Jean-Yves Cavin, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet
Bureau GEA	Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste
Opposant.e.s	Me Jacques Haldy, représentant MM Michel et Bernard Rochat, parcelle 5703, opposition n°14

Intervenant.e.s	Griefs des opposant.e.s
------------------------	--------------------------------

MM Rochat La parcelle est située en plein territoire bâti, un bâtiment existant se trouve sur la parcelle, principe de concentration des constructions, le surdimensionnement n'est pas supprimé par le PACom, le bâtiment est rendu illicite, des projets ont été soumis et refusés par le Canton qui a mis en place une zone réservée.

Intervenant.e.s	Discussion
------------------------	-------------------

Me Haldy Me Haldy demande pourquoi le bâtiment a été dézonné.

Mme Rey L'affectation en zone à bâtir de cette parcelle a été remise en question dans le cadre de l'élaboration du PAC Lavaux :

2018 : la parcelle (bâtiment compris) est intégrée au PAC Lavaux dans le but de la dézoner (voir pré-étude relative à la demande de subvention)

2019 : le PAC Lavaux, dans son projet soumis à l'enquête publique, n'intègre finalement pas les parcelles à dézoner (du point de vue du dimensionnement) situées au sein du territoire bâti

2021 : le Canton définit une zone réservée intégrant la construction dans le but de geler le développement de cette parcelle

2025 : la commune reprend le périmètre de la zone réservée cantonale et affecte la parcelle à la zone agricole.

La parcelle, en tant qu'espace vide de plus de 2'500 m2 (selon la fiche d'application de la DGTL) et par cohérence avec l'affectation des parcelles situées de part et d'autre du chemin de Creux-des Fontaines, est affectée à la zone agricole.

Me Haldy Me Haldy argumente que sortir le bâtiment de la zone à bâtir le rend illicite à la zone prévue. Il demande s'il est possible de laisser le bâtiment en zone à bâtir.





M. Cavin

M. Cavin propose d'évaluer la demande, de vérifier si d'autres demandes pourraient être faites et de vérifier s'il y a lieu de faire une enquête complémentaire.

Fin de la séance à 11h45

Distribution

A la Municipalité et aux opposant.e.s.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 13.06.2025.